

# DE MEILLEURS FINANCEMENTS POUR FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS L'ÉDUCATION

EN QUOI LA QUALITÉ DES FINANCEMENTS A-T-ELLE  
UN IMPACT SUR L'ÉDUCATION DES FILLES ET QUELLES  
ACTIONS METTRE EN PLACE?

Note d'orientation | jan 2021



**UNGEI** | UNITED NATIONS  
GIRLS' EDUCATION  
INITIATIVE

**MALALA**®  
FUND

  
Foreign, Commonwealth  
& Development Office

Publié en 2021 par :

Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)

3 United Nations Plaza

New York

NY 10017

USA

Mention suggérée :

Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles et Fonds Malala, «De meilleurs financements pour faire progresser l'égalité des genres dans l'éducation: En quoi la qualité des financements a-t-elle un impact sur l'éducation des filles et quelles actions mettre en place?», New York, 2021

La reproduction partielle ou intégrale de cette publication est interdite sans autorisation. L'autorisation sera accordée gratuitement aux établissements d'enseignement et aux organisations à but non lucratif. Veuillez contacter l'UNGEI à l'adresse suivante: [contact@ungei.org](mailto:contact@ungei.org)

© Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI)

Photo de couverture : © UNICEF/UNI160737/Paul

Conception graphique : Daniel Pomlett, The Space Room

## INTRODUCTION

*Il est capital de tirer toute la valeur possible des financements en faveur de l'éducation des filles. Deux processus simples, de plus en plus utilisés dans de nombreux pays, contribuent à assurer l'optimisation des ressources, tout en améliorant l'égalité des genres. Ces processus sont connus sous les noms de « gestion des dépenses publiques tenant compte des questions de genre » et d'« analyse coût-efficacité ». Le présent document vise à montrer comment ces processus ont déjà porté leurs fruits en Ouganda et fournit quelques recommandations quant aux meilleures pratiques de mise en œuvre.*

L'éducation des filles compte. Elle constitue l'une des bases de l'égalité des genres dans la société. Elle stimule la croissance économique, entraîne une hausse de la productivité et des revenus et contribue à réduire la mortalité infantile, le mariage d'enfants et l'incidence des cas de VIH/sida et de paludisme. Pourtant, malgré cette constatation manifeste, 129 millions de filles ne sont pas scolarisées à l'échelle mondiale.

Les objectifs de développement durable visent à garantir une éducation de qualité pendant 12 ans à toutes les filles et tous les garçons, d'ici à 2030. Des financements supplémentaires sont toutefois nécessaires pour atteindre cet objectif. Le financement national de l'éducation devra passer de 1,2 billion à près de 3 billions de dollars des États-Unis (É.-U.) par an et le financement externe de 13,2 milliards à près de 39 milliards de dollars É.-U. par an. En attendant, la communauté éducative doit s'efforcer d'utiliser le peu de financements disponibles pour produire les meilleurs résultats en matière d'éducation des filles.

Au cours de l'année 2019, le Fonds Malala et l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), avec le soutien du Bureau des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO), anciennement le Ministère britannique du développement international (DFID), ont analysé l'impact des choix de financement à l'échelle nationale sur l'éducation des filles, en se concentrant

particulièrement sur les études de cas en Ouganda. Les recherches ont permis de mettre en lumière deux outils prometteurs pour allouer les ressources en faveur de l'éducation des filles de manière équitable, efficace et efficiente.

### **La gestion des dépenses publiques tenant compte des questions de genre (GDPG)**

Cet outil reconnaît les différents effets des dépenses consacrées à l'éducation sur les filles et les garçons et permet de réorienter les dépenses pour rétablir l'équilibre et améliorer ainsi la prise en compte du genre dans l'allocation et la comptabilisation des fonds.

### **L'analyse coût-efficacité**

Cet outil identifie les programmes et interventions en faveur de l'éducation des filles qui présentent un bon rapport coût/efficacité.



© UNICEF/UNI284557/Vishwanathan



## De quoi s'agit-il?

La gestion des dépenses publiques tenant compte des questions de genre (GDPG) est une approche du processus budgétaire qui comprend explicitement des évaluations et des considérations liées au genre, dans le but de promouvoir l'égalité des genres. Dans le secteur de l'éducation, cette approche profite aussi bien aux filles qu'aux garçons, car ces deux groupes subissent des désavantages spécifiques pouvant être corrigés par des choix financiers différents. À l'inverse, ne pas tenir compte des questions de genre dans la répartition des dépenses publiques empêche les responsables d'œuvrer en faveur d'une plus grande équité.

Certains mythes entourent la GDPG. Il est donc utile de préciser ce que cette approche n'est pas, afin de les dissiper. La GDPG n'est pas une analyse des lignes budgétaires exclusivement en faveur des femmes, ni un outil de plaidoyer pour allouer plus de fonds à ces lignes budgétaires, ni une proposition de ventiler toutes les lignes budgétaires par genre.

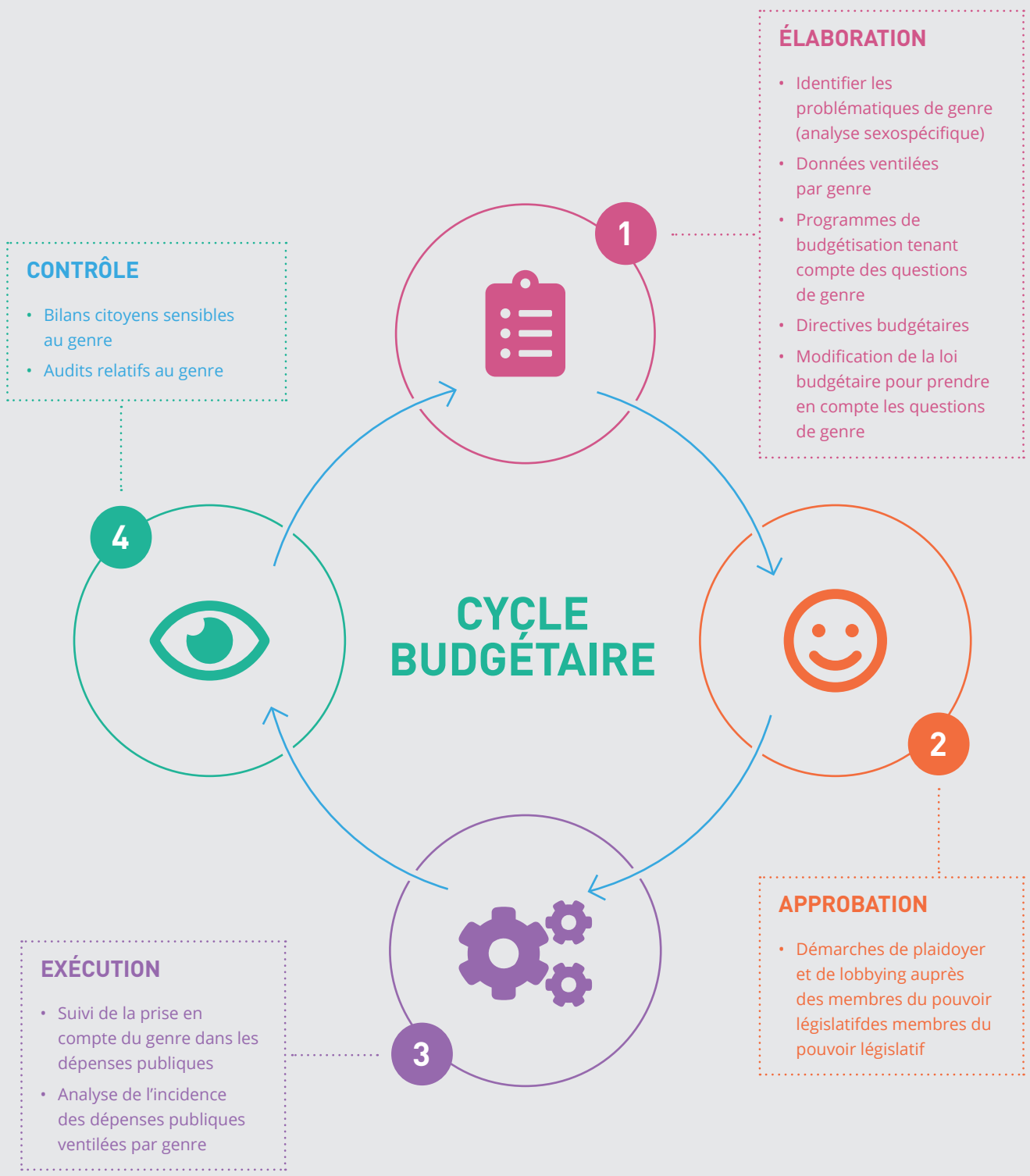
La GDPG est mise en œuvre en utilisant une série d'étapes et d'outils à chaque phase du cycle budgétaire (voir la figure 1). Au cours de l'étape de préparation, les problèmes liés à l'égalité des genres sont identifiés à l'aide des données ventilées par genre; au cours de l'étape d'approbation du budget, les techniques de plaidoyer politique et de lobbying sont utilisées pour prendre en compte les questions de genre dans le budget; enfin, à l'étape d'exécution du budget, les dépenses publiques sont examinées pour évaluer leur sensibilité au genre, générant ainsi des informations pour le nouveau cycle budgétaire.

Certains éléments importants doivent être mis en œuvre avant de pouvoir déployer la GDPG. Parmi eux figurent des capacités techniques suffisantes, assez de données ventilées par genre et une volonté politique suffisamment forte pour impliquer plusieurs services gouvernementaux.

Une étude récente menée par le Fonds monétaire international a mis en lumière d'importantes initiatives de GDPG déjà déployées dans 23 pays à travers le monde, notamment en Afghanistan, en Bolivie, au Maroc, au Mexique, en Ouganda et au Rwanda.



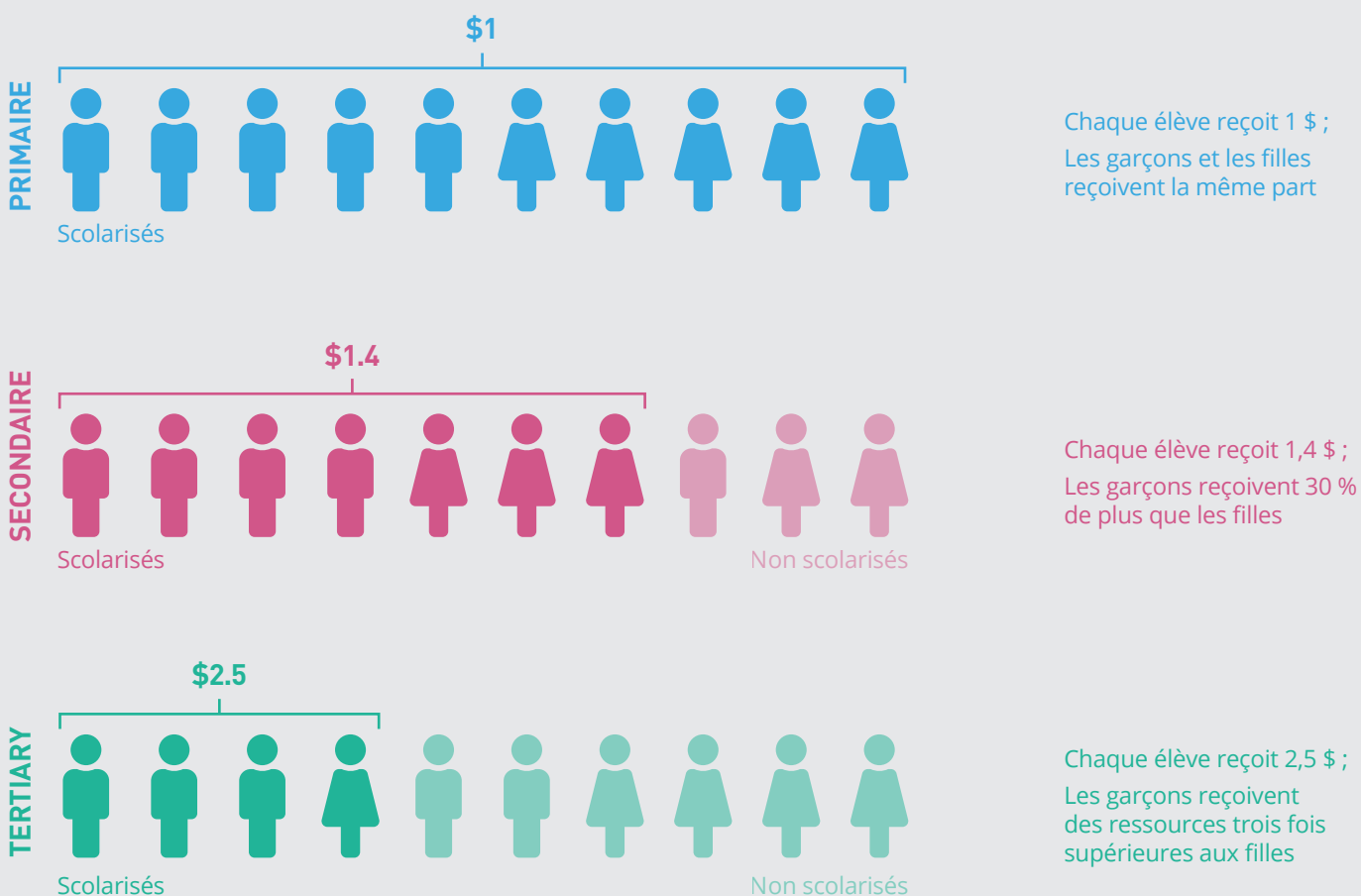
FIGURE 1 : LA GDPG TOUT AU LONG DU CYCLE BUDGÉTAIRE



## Pourquoi adopter cette approche?

L'impact des dépenses publiques est souvent différent et inégal entre les femmes et les hommes, et les filles et les garçons. Par exemple, dans de nombreuses régions, les garçons bénéficient en moyenne de plus d'années de scolarité que les filles. Malgré ces disparités, les dépenses sont souvent allouées sur la base d'une simple allocation par élève. Ainsi, au fil du temps, le nombre de filles en décrochage scolaire augmente et les garçons profitent davantage de chaque dollar dépensé (voir la figure 2).

FIGURE 2 : CHAQUE DOLLAR DÉPENSÉ SUR LA BASE D'UNE ALLOCATION PAR ÉLÈVE PROFITE DAVANTAGE AUX GARÇONS ET NE PRÉVIENT PAS LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE DES FILLES



Source: auteur.

## Expérience de l'Ouganda relative à la gestion des dépenses publiques tenant compte des questions de genre

Des évaluations menées en Ouganda ont montré que la GDPG avait permis d'accélérer les efforts de réduction des inégalités de genre déployés par les pouvoirs publics et que la budgétisation tenant compte des questions de genre avait eu des retombées positives sur l'accès à l'éducation et à la santé (ces mêmes études ont mis en évidence des résultats similaires au Rwanda). La GDPG a permis au Ministère ougandais de l'éducation et des sports de sécuriser des financements pour établir un code de conduite éthique à l'intention des enseignants, prévoir une composante de réduction de la violence dans le nouveau programme de politique nationale en faveur des enseignants et intégrer une pédagogie tenant compte des questions de genre dans certains programmes de formation professionnelle.

L'approche de mise en œuvre choisie était un élément essentiel de la réussite de la GDPG et reposait à la fois sur des facteurs internes et externes au Ministère de l'éducation et des sports.

Facteurs internes au Ministère de l'éducation et des sports	Facteurs externes au Ministère de l'éducation et des sports
Un groupe chargé des questions de genre spécialisé qui participe aux groupes de travail du Ministère de l'éducation et des sports.	Une priorité accordée à l'intégration des questions de genre dans la loi sur la gestion des finances publiques de 2015.
L'apport d'un soutien technique et politique au groupe chargé des questions de genre par le service de planification de l'éducation, chargé de la préparation de la demande de budget au sein du Ministère de l'éducation et des sports.	Soutien technique du Parlement, du Ministère des finances et de la Commission pour l'égalité des chances.
Soutien politique du Secrétaire permanent du Ministère de l'éducation et des sports.	Soutien financier et technique des partenaires de développement.

La loi sur la gestion des finances publiques de 2015 a renforcé la mise en œuvre de la GDPG. Avant que le Parlement l'examine, la loi exige de tous les organismes publics que leur proposition budgétaire soit certifiée conforme aux critères de prise en compte des questions de genre par la Commission pour l'égalité des chances.

Les défenseurs de l'égalité des genres occupant des postes importants de prise de décisions et de mise en œuvre, à la présidence ou à la vice-présidence du Comité des droits de l'homme par exemple, ont joué un rôle crucial dans la promotion de la GDPG. Au moment de la mise en place du modèle en Ouganda, ces postes étaient alors occupés par des femmes. Les partenaires de développement ont été des acteurs importants du renforcement des capacités, en versant par exemple les premiers financements du groupe chargé des questions de genre du Ministère de l'éducation et des sports. Depuis, le financement du groupe est assumé par les autorités publiques, assurant ainsi sa pérennité et son succès.

Le processus s'est appuyé à la fois sur les forces internes au Ministère de l'éducation et des sports et sur un soutien externe, notamment du Ministère des finances. Tout au long du processus budgétaire, les activités de plusieurs secteurs du gouvernement se sont recoupées, ce qui a permis aux principaux défenseurs des différents services et ministères de collaborer et d'obtenir de meilleurs résultats.

Pour consolider la GDPG, l'Ouganda pourrait améliorer la collecte et l'utilisation de données ventilées par genre, publier davantage d'informations financières pour permettre le suivi des dépenses, et renforcer les capacités des bureaux de district chargés des questions de genre pour faciliter le suivi des programmes locaux.

### De quoi s'agit-il?

L'analyse coût-efficacité est l'évaluation des coûts relatifs et des résultats des différents programmes existants. En s'appuyant sur le rapport de l'efficacité par rapport aux coûts, l'analyse coût-efficacité permet de comparer les différents programmes d'amélioration de l'accès à l'éducation et de l'apprentissage des filles, ce qui offre parfois des résultats surprenants. Le coût d'un programme reflète la valeur de toutes les composantes nécessaires à sa mise en œuvre, notamment les supports et le temps investi par le personnel. Dans le secteur de l'éducation, les mesures d'efficacité peuvent être orientées sur l'amélioration de l'accès (scolarisation ou fréquentation) et sur l'amélioration de la qualité (acquis scolaires). Certains des principaux résultats en matière d'éducation, tels que la scolarisation, la fréquentation et l'apprentissage, peuvent être exprimés en années de scolarisation supplémentaires. Toutefois, cela est impossible pour d'autres résultats, comme l'autonomisation, la sécurité des enfants et la prise en compte des questions de genre, ce qui rend la réalisation d'une comparaison directe difficile.

L'analyse coût-efficacité évalue les considérations sexospécifiques en recueillant des données sur l'incidence ventilées par genre et en recensant les effets distincts d'un programme sur les filles et les garçons, ou sur les femmes et les hommes. Ces informations peuvent ensuite être utilisées pour identifier les interventions qui permettent de se rapprocher un peu plus des objectifs d'égalité des genres.

Ces dernières années, les autorités publiques, les organisations de la société civile (OSC) et les universités ont de plus en plus eu recours à l'analyse coût-efficacité dans le cadre des programmes d'éducation. Par exemple, en 2012, le FCDO a publié son premier rapport sur les inducteurs de coûts de ses programmes d'éducation. En 2017, le Ministère a réalisé un suivi des coûts dans le cadre de l'évaluation finale des programmes financés par le fonds Girls' Education Challenge.

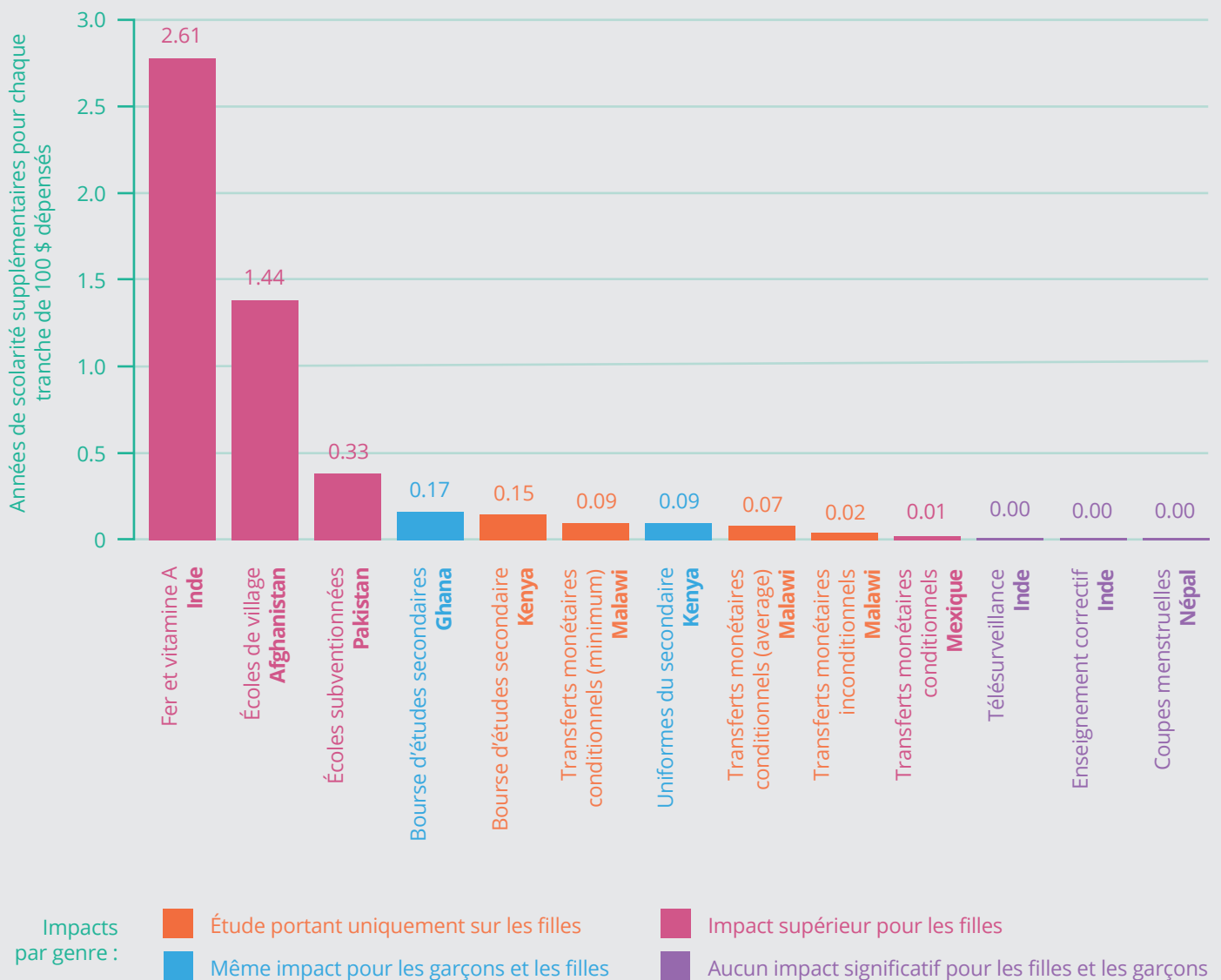
### Pourquoi adopter cette approche?

par les planificateurs de l'éducation consiste à trouver comment utiliser le plus efficacement possible les ressources limitées mises à leur disposition, en particulier lorsque l'éducation des filles les plus marginalisées appelle des réponses complexes et souvent coûteuses. Grâce à l'analyse coût-efficacité, il est possible de comparer et d'évaluer plusieurs programmes mis en œuvre dans des contextes différents, à plusieurs années d'écart. Toutefois, comparer le rapport coût-efficacité d'un programme pilote avec des programmes déployés à plus grande échelle peut se révéler compliqué, étant donné que les coûts sont susceptibles de changer.

Les données recueillies grâce à l'analyse coût-efficacité ont contribué à identifier les activités programmatiques présentant un bon rapport coût-efficacité et assurant un plus grand nombre d'années d'éducation aux filles qu'aux garçons (voir la figure 3). Parmi elles figurent notamment la distribution de compléments à base de fer et de vitamine A pour améliorer la santé des filles, et la construction d'écoles communautaires pour réduire la distance parcourue par les élèves, des activités qui affichent respectivement un rapport coût-efficacité d'environ 2,6 et 1,4 années de scolarisation supplémentaires par tranche de 100 dollars É.-U. dépensés.



**FIGURE 3: ANALYSE COÛT-EFFICACITÉ ET IMPACTS RELATIFS VENTILÉS PAR GENRE POUR LES PROGRAMMES SÉLECTIONNÉS**



Source : calculs de l'auteur à partir des chiffres du Laboratoire d'action contre la pauvreté Abdul Latif Jameel (2017).

Il existe peu de données sur le rapport coût-efficacité de certains autres programmes d'importance pour l'éducation des filles, par exemple en matière de gestion de l'hygiène menstruelle, de prévention de la violence à l'école, de pédagogie tenant compte des questions de genre et de réforme des programmes scolaires pour intégrer les questions de genre.

Davantage de données sur les coûts doivent être rendues publiques pour pouvoir mettre en œuvre l'analyse coût-efficacité à plus grande échelle. Ainsi, un plan de comptabilisation des coûts doit être appliqué avant la mise en œuvre d'un programme pour limiter le biais induit par l'estimation ultérieure des coûts. Les cadres de suivi des partenaires de développement sont l'une des méthodes pouvant être utilisées à cette fin.

## L'expérience de l'Ouganda relative à l'analyse coût-efficacité

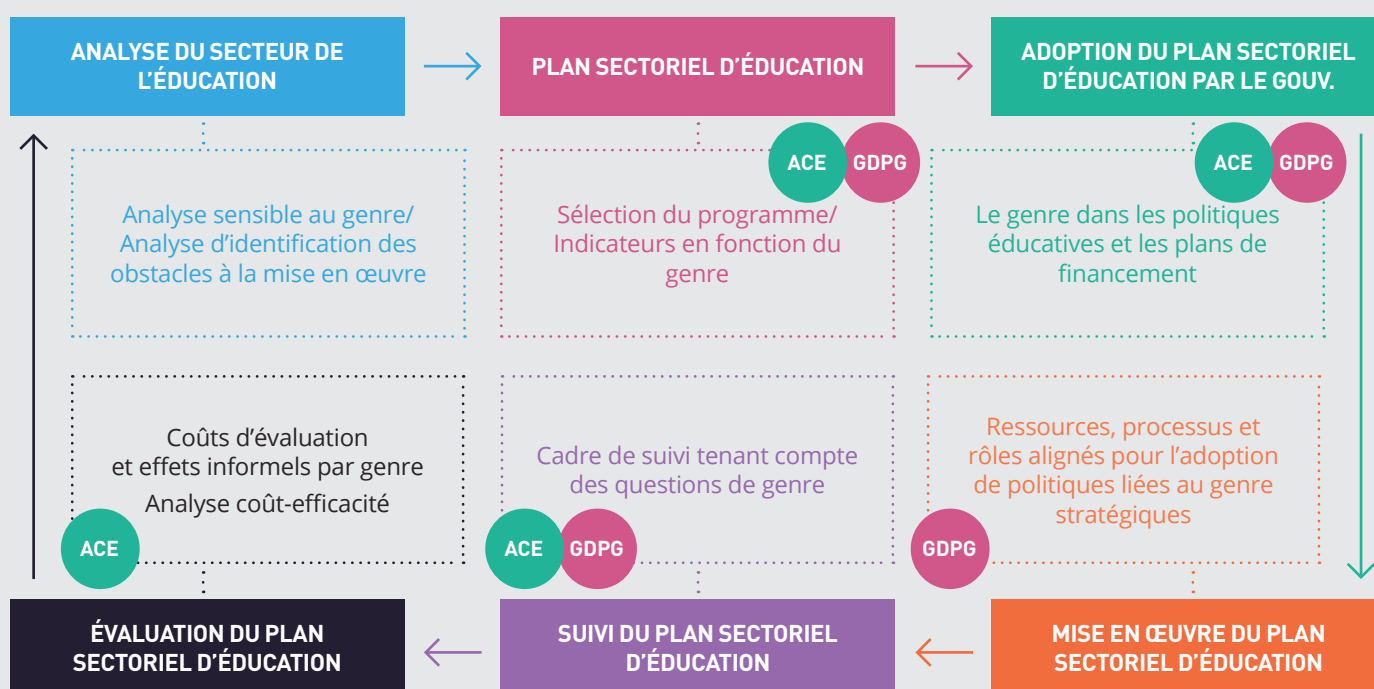
L'Ouganda a eu recours à l'analyse coût-efficacité pour promouvoir le déploiement à plus grande échelle de la boîte à outils pour une bonne école, un programme de lutte contre la violence à l'école élaboré par l'OSC Raising Voices. La violence à l'école est un problème de taille en Ouganda et dans certains autres pays d'Afrique de l'Est. Ce phénomène a une incidence sur le taux de fréquentation scolaire, les niveaux d'apprentissage et le taux de réussite. Les filles comme les garçons peuvent être victimes ou auteurs de violences, même si la portée et la forme des violences subies et commises par chacun diffèrent. Ainsi, la boîte à outils pour une bonne école intègre des éléments spécifiquement adaptés aux filles et aux garçons.

Les programmes pilotes ont démontré son efficacité en matière de réduction de la violence à l'école, pour un coût total de 15 dollars É.-U. par élève et par an. Ce coût constitue un obstacle au déploiement du programme à plus grande échelle pour le Ministère de l'éducation et des sports. Cependant, une feuille de route a été établie dans le cadre de ce projet de recherche pour élargir la portée du programme en évaluant dans quelle mesure les composantes étaient alignées sur les processus du Ministère de l'éducation et des sports. Par exemple, des supports ont pu être distribués par le biais du processus d'approvisionnement public existant et une formation à la prise en compte des questions de genre a été dispensée dans le cadre de la formation des enseignants actuelle. Grâce à ces mesures et à d'autres économies réalisées, le coût estimé a pu être réduit à 5 dollars É.-U. par élève et par an, soit une baisse significative.

## Une approche globale

La GDPG et l'analyse coût-efficacité sont des méthodes pouvant être utilisées séparément. Toutefois, elles se révèlent plus efficaces lorsqu'elles sont utilisées conjointement et se complètent parfaitement à différentes étapes du processus d'élaboration du plan sectoriel d'éducation (voir la figure 4).

**FIGURE 11 : LA GDPG ET L'ANALYSE COÛT-EFFICACITÉ DANS LE CADRE DE L'ÉLABORATION DU PLAN SECTORIEL D'ÉDUCATION**



Source : auteur.

**Les autorités publiques doivent:**

- Envisager d'utiliser à la fois la GDPG et l'analyse coût-efficacité comme outils d'amélioration de l'égalité des genres dans le domaine de l'éducation;
- Réfléchir à des moyens d'utiliser les deux outils conjointement, de façon à ce qu'ils se complètent;
- Encourager la prise en compte des questions de genre dans le financement national de l'éducation, et non uniquement dans les programmes d'éducation financés par l'aide au développement;
- Collaborer avec les partenaires de développement pour mettre en place les éléments fondamentaux, tels que la collecte de données pertinentes ou le renforcement des capacités techniques

**Les partenaires de développement doivent:**

- Promouvoir le recours à la GDPG et à l'analyse coût-efficacité dans les forums nationaux et mondiaux, comme moyen de faire progresser l'égalité des genres;
- Apporter un soutien technique au renforcement des capacités du pays en matière de GDPG et d'analyse coût-efficacité, à l'échelle nationale
- et infranationale, en s'alignant le cas échéant sur les processus d'élaboration des plans sectoriels d'éducation tenant compte des questions de genre;
- S'engager à recueillir et publier des données détaillées sur les coûts des interventions d'éducation en faveur des filles, en convenant d'une approche méthodologique commune aux partenaires de développement.

**Comment mettre en place un modèle de gestion des dépenses publiques tenant compte des questions de genre?**

- Intégrer des éléments de la GDPG ayant fait leurs preuves aux structures du ministère de l'éducation;
- Renforcer l'engagement politique des ministères en faveur de la mise en œuvre de la GDPG, notamment en soutenant les défenseurs de la GDPG au sein du ministère des finances, du ministère de l'éducation et du parlement, et saisir les moments opportuns pour sensibiliser à la GDPG;
- Renforcer la coopération avec les OSC, lesquelles sont capables de sensibiliser l'opinion grâce à des outils comme les bilans citoyens sensibles au genre;
- Renforcer les capacités techniques en faveur de la GDPG, tout en prenant conscience que cette démarche doit s'accompagner d'une volonté politique forte;
- Améliorer la collecte de données ventilées par genre.

## Comment réaliser une analyse coût-efficacité?

- Soutenir la production de données probantes relatives au coût et à l'efficacité des programmes d'éducation des filles, en particulier dans les domaines n'ayant fait l'objet que de très peu d'études de qualité, ou d'aucune étude;
- Utiliser des approches d'analyse coût-efficacité permettant une comparaison des différents programmes;
- Enregistrer les coûts à l'aide d'un système élaboré avant le début du programme, qui peut être intégré aux outils de suivi;
- Explorer les possibilités de collaboration avec les OSC locales; celles-ci peuvent jouer un rôle clé dans la mise en œuvre des initiatives pilotes et l'évaluation de leur rapport coût-efficacité, ce qui les rend plus à même de toucher les filles les plus marginalisées;
- Étudier la possibilité de déployer les programmes pilotes fructueux à plus grande échelle, en se souvenant que cette stratégie peut permettre de réduire considérablement le coût par bénéficiaire.

Le présent document s'appuie sur le rapport de recherche principal :

Colin-Pescina, J.U., Lucia, F., et Fyles, N. (2021). De meilleurs financements pour faire progresser l'égalité des genres dans l'éducation, New York, NY: Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles et Fonds Malala.

Les références bibliographiques du présent document figurent dans le rapport principal, disponible à l'adresse suivante : <https://better-spending.ungei.org>

© Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles

janvier 2021



Published by UNGEI  
3 United Nations Plaza  
New York  
NY 10017  
USA

© United Nations Girls' Education Initiative (UNGEI), 2021